

IMPOSANTE MARCHÉ POPULAIRE À AKBOU

# Les citoyens réclament la dissolution de l'APC

**Une marche populaire a été organisée, hier, à Akbou, à l'appel d'un collectif de citoyens de la municipalité pour réclamer une solution à «la grave crise que traverse l'APC».**

La manifestation de rue qui a drainé une imposante foule s'est ébranlée vers les coups de 10 h du lycée Mohamed-Haroun vers la place Amirouche où se trouve le siège de la municipalité avec, comme mot d'ordre majeur, l'exigence «d'une dissolution de l'APC» et demander de la première autorité de la wilaya une «commission d'enquête pour faire la lumière sur la gestion des affaires de la commune».

Tout au long du parcours de la marche, les manifestants ont repris, à gorge déployée, des slogans fustigeant la gestion des

affaires de leur cité par l'actuel maire en poste depuis une vingtaine d'années à la tête de l'assemblée. «20 ans barakat !», «A Bihmane Ifouk Wakal (il ne reste plus de foncier)» ont été autant de slogans repris en chœur par les manifestants qui demandent «la dissolution de l'APC» et le départ de «l'ensemble des membres de l'assemblée élus lors des élections locales de 2012».

Il convient de signaler que la population locale a empêché ces derniers mois une session de l'APC exigeant sa dissolution. Pour cause de blocage de l'APC,

ce sont 644 projets qui attendent un début de réalisation ainsi que près de 600 milliards de centimes qui sont gelés dans les caisses de cette deuxième importante commune de la wilaya, après celle du chef-lieu de wilaya, la municipalité de Béjaïa.

«Le maire et toute son équipe doivent partir. Avec plus de 600 milliards de centimes, la commune ne dispose même pas de camions pour l'enlèvement des ordures ménagères. Notre commune a beaucoup souffert depuis plusieurs années. Aujourd'hui, la seule solution c'est la dissolution de l'APC et le départ de l'ensemble des élus. C'est un droit fondamental des citoyens. On exige aussi une commission d'enquête sur la gestion des affaires de la commune. Il faut

savoir que le marché, le foncier et même les routes sont squattés dans notre commune. On dit basta à cette grave situation ! On veut que notre commune retrouve la sérénité, dans l'intérêt de tous ses enfants. La sérénité ne pourra se réinstaller qu'avec le départ de ce maire en poste depuis 20 ans et l'ensemble des 23 élus composant l'APC», ont martelé de nombreux citoyens ayant pris part à la manifestation.

Une manifestation de rue qui a été aussi appuyée par une grève générale des commerçants durant la matinée, avec le même mot d'ordre réclamant la dissolution de l'APC. Par ailleurs, il faut le signaler, la manifestation, dans une parfaite organisation, s'est dispersée dans le calme.

A. Kersani

SIDI-BEL-ABBÈS

## Les «résiliés» de l'Anem dans le désarroi

**Le mouvement de contestation des résiliés de l'Anem ne fait que s'amplifier depuis une dizaine de jours.**

Une centaine s'était rassemblée devant le siège de la Wilaya de Sidi-Bel-Abbès à la fin de la semaine écoulée pour demander audience auprès du wali, une demande qui a été refusée par ce dernier selon les contestataires.

En effet, les recrutés dans le cadre du dispositif de l'Anem qui ont été débusqués pour avoir suivi un cursus universitaire et bénéficié

d'un contrat, ont vu ce dernier être résilié.

La loi était claire : tout(e) étudiant(e) à l'heure actuelle n'a pas le droit de se lier à un contrat de l'Anem. Après une enquête minutieuse, il s'est avéré que des dizaines d'étudiant(es) étaient liés par des contrats de l'Anem.

Les listes ayant été dressées, ces derniers(es) se sont vu résilier

leur contrat mettant dans la gêne certains concernés et ils seraient des dizaines, voire plus d'une centaine.

Les concernés se regroupaient chaque jour pour tenter d'avoir une solution à leurs problèmes. La loi est claire, elle a été appliquée à leur grand dam.

Selon eux, cette décision pénalise beaucoup d'entre eux notamment les mères divorcées avec enfants. Ils ont déclaré : «On aurait dû nous demander de choi-

sir entre les études et notre poste d'emploi. C'est certain, nous aurions opté pour la 2<sup>e</sup> solution car nous n'avons pas d'autre alternative pour faire vivre nos familles. C'est pourquoi nous sollicitons l'intervention de M. le wali pour nous soutenir dans notre demande : nous voulons abandonner nos études et garder nos postes d'emploi avec un espoir, celui d'être permanisés un jour», ont-ils insisté.

A. M.

GENDARMERIE NATIONALE

## Manœuvres anti-émeutes à M'sila

**A l'occasion des portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale organisées du 25 au 27 mai par le Groupement de la Gendarmerie nationale de M'sila, le commandement des unités d'intervention régional de la Gendarmerie nationale de Blida a organisé, dans la journée de jeudi, une manœuvre au groupement d'intervention N°26 de M'sila qui entre dans le cadre de l'évaluation de la formation continue et la préparation au combat de l'année 2015-2016.**

A cet effet, il a été présenté un exercice de simulation inspiré du quotidien et du vécu du citoyen algérien qui consiste à déloger des occupants d'un bidonville qu'on doit détruire et les reloger dans une autre cité résidentielle plus décente.

Cette situation a provoqué des mécontentements d'une catégorie de citoyens, caractérisés par une tentative de suicide, des routes obstruées à l'aide de pneus brûlés et des obstacles émaillés d'affrontements entre les nouveaux résidents de la cité non acceptés par

les habitants de la région qui revendiquent la priorité à ces habitations. A cet effet, plusieurs unités d'intervention spécialisées, venues de toute la 1<sup>re</sup> Région militaire telles que les unités territoriales, les unités de la sécurité routière, l'équipe cynophile et la cellule technique appuyées par la 112<sup>e</sup> escadrille aérienne de M'sila, selon le commandant du groupement opérationnel du maintien de l'ordre (Gomo) le lieutenant-colonel M. Krim Mohamed Fouad, ont pris part à cette manœuvre dont les différents exercices simulés ont pour

objectif de maintenir l'ordre tout en sauvant les vies des citoyens lors de ces affrontements et des manifestants qui tentent de se suicider, une tentative maîtrisée par la section de sécurité d'intervention (SSI) dans un premier temps avant de passer à une seconde opération qui concerne le dégagement de la chaussée bloquée et la dispersion des manifestants selon les mobilisations N°1 et 2 établies par le wali qui stipulent le déplacement et l'occupation des lieux envahis par les manifestants avant de passer à l'acte et l'application de la mobilisation à savoir expressément l'ouverture de la rue obstruée, maintenir le calme et veiller sur la sécurité des citoyens, en allant jusqu'à l'arrestation des individus ne voulant pas renoncer à leurs actes de vandalisme.

Le troisième point permet aux éléments de l'unité de veiller au relogement des bénéficiaires de nouvelles habitations tout en parant à toute tentative de

confrontation musclée entre les habitants.

A signaler que cette manœuvre s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya aux côtés du chef d'état-major le colonel Meghalet Tahar et le directeur des unités d'intervention au commandement de la 1<sup>re</sup> Région militaire M. Saïd Cherif.

Pour les portes ouvertes organisées par le groupement de la Gendarmerie nationale de M'sila dans la nouvelle salle omnisports où plusieurs stands ont été dressés, présentant différentes activités des éléments en tenue verte, les invités parmi les responsables et les citoyens qui ont assisté à des exhibitions présentées par les gendarmes pour lutter contre toute forme de criminalité, ont vraiment apprécié l'hommage rendu pour la première fois par la gendarmerie de M'sila aux étudiants ayant participé à la grève du 19 mai 1956.

A. Laïdi

KHENCHELA

## 7 autres corps de chahids se trouvent toujours dans la grotte de Jemri

Après l'exploit réalisé par la section grimpe de la Protection civile chapeautée par M. Mizane et Ghzal, en découvrant 20 corps de chahids dans une grotte située dans la localité de Jemri, commune de Nsigha à 5 km du chef-lieu de wilaya, les familles de ces héros et toute la population touchée par la barbarie du

colonialisme français, et toujours sous le choc de ce grand événement historique, attendent une décision courageuse et responsable pour faire sortir les 7 autres corps de chahids dont les noms et l'identité figurent sur la liste des héros tués par les colons en mars 1961.

Enfin, les habitants de Khenchela et les

familles de ces héros lancent un appel aux autorités centrales et au wali de Khenchela pour mettre tous les moyens matériels entre les mains de la section grimpe de la Protection civile, dont les membres méritent des promotions pour leur courage et leur savoir-faire.

Benzaïm A.

### BRÈVES DE AÏN-TÉMOUCHENT Vers une baisse de la production des céréales

Les services des CCLS (Coopératives des céréales et des légumes secs) de la daïra de Hammam-Bou-Hadjar, dans le but de réaliser comme il se doit l'opération de moissonnage-battage, ont mobilisé 17 moissonneuses et 10 tracteurs ; ils ont aussi consacré 7 aires pour le déchargement et le stockage des céréales. Selon le directeur des CCLS, M. Zenasni Saïd, la quantité de stockage peut atteindre 300 000 quintaux, cependant et vu la sécheresse qui a sévi cette année dans la région et particulièrement dans la plaine de Mléta, il faut s'attendre à ce que les récoltes baissent d'un taux de plus de 50% ; ceci dit, les mêmes services sont prêts à cette opération de collecte.

S. B.

### Sortie de 64 stagiaires dans l'aquaculture et la sécurité maritime

L'Ecole de formation des techniques de la mer de Béni-saf a organisé en fin de semaine, une cérémonie de sortie de 64 stagiaires dans divers domaines relatifs à l'image de l'aquaculture, la sécurité maritime, l'élevage intégré des poissons dans des bassins d'eau de mer. La cérémonie a été aussi l'occasion de rendre hommage à six professeurs encadreurs qui étaient en charge de cette formation des 64 stagiaires ainsi que les représentants des fermes aquacoles de Sbïaât et Ahmed-Belgherras de Oulhaça.

Selon M. Bensafi Abdelkader chargé des études, trois promotions sont sorties de cette école, la première concerne les investisseurs dans l'agriculture, la seconde était consacrée aux travailleurs de la pêche maritime, alors que la troisième est pour l'aquaculture et la sécurité maritime.

Les stagiaires pour leur part ont exprimé leur satisfaction devant les efforts fournis par leurs encadreurs qui leur ont assuré cette formation jugée très bénéfique.

S. B.

### Début des études des recours des logements locatifs à Aïn-Kihel

Les services de la daïra de Aïn-Kihel ont pris toutes les mesures nécessaires en vue d'étudier les recours déposés par les citoyens pour la liste des 150 logements locatifs de la commune de Aïn-Tolba, selon la première responsable, le chef de daïra Madame Kheira Telli, qui dira que ses services ont entamé des enquêtes sur certains bénéficiaires même si certains recours ne présentent pas de preuves tangibles sur les personnes mentionnées dans les listes des bénéficiaires affichées le 18 mai dernier, et qui ne sont que 7 ou 8 cas. Dans le même registre, il faut noter que les travaux sont à pied d'œuvre pour l'achèvement d'un autre quota de 150 logement publics locatifs dans la même commune et où le taux de réalisation est de 52%, concernant les citoyens ayant déposé leurs dossiers de logements au niveau de la daïra jusqu'en 2009, des brigades sont sorties pour effectuer des enquêtes approfondies chez les citoyens en vue d'attribuer des logements à tout ceux qui le méritent.

S. B.